

Rd	Bj																		
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.	Western								

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
 A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
 REF: 19:20 11-03-83 000045334 - 000046544

TLX N 43904-56 B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 118 DU 11.03.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

L'ACTIVITE DU COREPER A ETE DOMINEE PAR LA PREPARATION DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DE LUNDI/MARDI QUI SE CONSACRERA LUI-MEME LARGEMENT A LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN DES 21/22 MARS.

AFFAIRES ETRANGERES

LES MINISTRES TRAITERONT NOTAMMENT DES RELATIONS AVEC LE GROENLAND, MALTE, CHYPRE, L'ESPAGNE (ACCORD DE 1970) AINSI QUE DES ARRANGEMENTS RESTANT A CONCLURE POUR L'ACIER EN 1983 ET, SANS DOUTE, DES DIFFICULTES INTERNES RENCONTREES POUR LA MISE EN OEUVRE D UNE AIDE COMMUNAUTAIRE A LA RECONSTRUCTION DU LIBAN. ILS DOIVENT EGALEMENT FINALISER LES DIRECTIVES POUR LA NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE.

AU PLAN INTERNE, ILS DOIVENT EVOQUER :

- LE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE,
- DES MESURES SUPPLEMENTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI ET DES MESURES D'INTERET COMMUNAUTAIRE RELEVANT DE LA STRATEGIE ENERGETIQUE,
- LES PROJETS DE DEMONSTRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE,
- LA QUESTION D'UNE PROCEDURE UNIFORME POUR LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN DE 1984.

CONSEIL EUROPEEN

PRINCIPAUX THEMES ACTUELLEMENT RETENUS PAR LA PRESIDENCE :

A) SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA COMMUNAUTE :
 - DISCUSSION GENERALE SUR LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION, M- RAPPORT DU CONSEIL A.G. SUR LA MISE EN OEUVRE DU MANDAT DE COPENHAGUE (FIXATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL)
 ET PARI MI LES AUTRES QUESTIONS D'INTERET COMMUNAUTAIRE : LA POLITIQUE COMMERCIALE, LES PROBLEMES BUDGETAIRES (FINANCEMENT FUTUR ET QUESTION BRITANNIQUE), RECONNAISSANCE DES DIPLOMES ET ENVIRONNEMENT (PROTECTION DES FORETS).

- B) PREPARATION DU SOMMET ECONOMIQUE DE WILLIAMSBURG.
- C) ELARGISSEMENT : ETAT DES NEGOCIATIONS ET PRESENTATION DU DOSSIER 'MEDITERRANEE'.
- D) RAPPORT INTERIMAIRE SUR LE PROJET D'ACTE EUROPEEN.
- E) COOPERATION POLITIQUE : RELATIONS EST/OUEST ET MOYEN-ORIENT.

LE CONSEIL EUROPEEN DEVRA EVOQUER EGALEMENT LES RESULTATS DU

Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc.

CONSEIL "AGRICULTURE" (ACQUIS COMMUNAUTAIRE)

DANS LA PERSPECTIVE DE CE CONSEIL, LE PRESIDENT THORN A ENTAME CETTE SEMAINE LA TRADITIONNELLE "TOURNEE DES CAPITALES" AVEC DUBLIN, PARIS, BONN ET ROME.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL "AGRICULTURE" (7/9 MARS)

A) ACQUIS COMMUNAUTAIRE

LE CONSEIL A CONCENTRE SES TRAVAUX SUR LE DOSSIER "ACQUIS COMMUNAUTAIRE" (AMENAGEMENT DE LA REGLEMENTATION DANS LE SECTEUR DES FRUITS ET LEGUMES ET DE L'HUILE D'OLIVE EN VUE DE L'ELARGISSEMENT).

LES DIVERGENCES DE VUES DEJA CONNUES ET ASSEZ FONDAMENTALES, POUR CERTAINS ELEMENTS DU DOSSIER, EN PARTICULIER POUR L'HUILE D'OLIVE, ONT ETE CONFIRMEES. LE CONSEIL "AGRICULTURE" AVAIT ETE MANDATE PAR LE CONSEIL EUROPEEN DES 3 ET 4 DECEMBRE 82 D'ABOUTIR A DES CONCLUSIONS DEFINITIVES DEJA CE MOIS CI. LE CONSEIL S'EST DONC LIMITE A ADOPTER UN RESUME DES PRINCIPAUX PROBLEMES EN LITIGE QUI SERONT SOUMIS AU CONSEIL EUROPEEN AVEC L'ESPOIR D'OBTENIR UNE ORIENTATION POLITIQUE DE CETTE INSTANCE PERMETTANT AU CONSEIL "AGRICULTURE" D'ABOUTIR LE PLUS TOT POSSIBLE.

B) EXPORTATIONS DE BEURRE

COMME ANNONCE PAR M. DALSAGER DANS LE CONSEIL, LA COMMISSION DEVRAIT ADOPTER DES LE DEBUT DE LA SEMAINE PROCHAINE DES MESURES VOTEES JEUDI AU COMITE DE GESTION VISANT A REINTRODUIRE UNE RESTITUTION POUR LES EXPORTATIONS DE BEURRE VERS L'URSS APPLICABLE A PARTIR DU 16 MARS, MESURES ASSORTIES DE DISPOSITIONS PERMETTANT DE SURVEILLER A TOUT INSTANT LE DEVELOPPEMENT DES DEMANDES.

(LA COMMISSION S'ATTEND QUE LES DELEGATIONS FRANCAISE ET IRLANDAISE SERONT AINSI EN MESURE DE LEVER BIENTOT LEURS RESERVES CONCERNANT LES IMPORTATIONS DE BEURRE DE NOUVELLE ZELANDE EN 1983).

C) MANIOC

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD AU FOND SUR LE REGIME A L'IMPORTATION APPLICABLE POUR LES ANNEES 1983 A 86. IL A FIXE LES QUANTITES APPLICABLES EN 1983 AUX DIVERSES CATEGORIES DE FOURNISSEURS ET DECIDE D'ARRETER A LA MAJORITE QUALIFIEE LES QUANTITES A RETENIR POUR LES ANNEES 1984 A 86.

2.2 CONSEIL "RECHERCHE" (10.3)

LES MINISTRES ONT ABOUTI AUX CONCLUSIONS SUIVANTES :

A) SUPER-SARA : LES MOYENS FINANCIERS DU CCR NE SERONT PLUS UTILISES POUR CE PROJET.

B) AVENIR CCR

- LE CENTRE DOIT CONTINUER A JOUER UN ROLE CENTRAL DANS LA STRATEGIE DE RECHERCHE DE LA COMMUNAUTE ET EFFECTUER DES TRAVAUX D'INTERET COMMUN,

- LE CONSEIL A APPROUVÉ, DANS LEUR ENSEMBLE, LES DÉLÉGATIONS DU PROGRAMME SOUMIS PAR LA COMMISSION POUR 1984-87 EN TANT QUE BASE DES TRAVAUX FUTURS. IL PENSE AINSI ÊTRE EN MESURE DE PRENDRE UNE POSITION DÉFINITIVE EN FONCTION DES PROPOSITIONS DÉTAILLÉES QUE LA COMMISSION LUI SOUMETTRA POUR JUIN. LE CONSEIL ENTEND PRENDRE UNE DÉCISION FORMELLE LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE. EN TOUT ÉTAT DE CAUSE LES DÉCISIONS DEVRONT ÊTRE PRISES EN TENANT COMPTE DU DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DU BUDGET 1984.
- LE CONSEIL ENCOURAGE L'INTENTION DE LA COMMISSION DE PARVENIR À UNE MEILLEURE UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DU POTENTIEL D'ACCUEIL DU CCR, NOTAMMENT PAR L'INSTALLATION SUR LE SITE DE GRANDS PROJETS,
 - ENFIN, IL A PRIS ACTE DU DOCUMENT CONCERNANT L'AMÉLIORATION DES PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION ET APPROUVE LE PRINCIPE DE LA CRÉATION D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION.

2.3 MARCHÉ INTÉRIEUR

LE COREPER A PROCÉDÉ À UN BILAN DÉSABUSÉ DES TRAVAUX EN VUE DU RAPPORT À SOUMETTRE AU PROCHAIN CONSEIL EUROPÉEN. EN DEHORS DE LA DÉCISION SUR LES NORMES ACQUISE DANS LE CONSEIL SPÉCIAL DU 1^{ER} MARS, M. BRAUN A INDICÉ QU'IL CONVIENT PLUTÔT DE PARLER DE CARENCE DU CONSEIL SUR LES AUTRES VOILETS, PARTICULIÈREMENT SUR LA QUESTION-CLÉ DE LA CERTIFICATION DES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS TIERS. LE CONSEIL N'AURA PAS DE NOUVEAU DÉBAT SUR CETTE QUESTION AVANT LE CONSEIL EUROPÉEN.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA PRÉSIDENTE POUR LE PREMIER SEMESTRE A ÉTÉ ACCUEILLI AVEC UN INTÉRÊT POLI. LA FRANCE CONTINUE D'INSISTER POUR L'INCLUSION D'UN VOILET POLITIQUE EXTERIEURE (RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE COMMERCIALE) TANDIS QUE D'AUTRES DÉLÉGATIONS RELEVANT LE MUTISME DU PROGRAMME AU SUJET DES TRANSPORTS.

2.4 PRIX DU PÉTROLE

MM. DAVIGNON ET ORTOLI ONT FAIT LE POINT DE LA SITUATION DU MARCHÉ DU PÉTROLE. LA COMMISSION A PROCÉDÉ À UN EXAMEN APPROFONDI DES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET ÉNERGÉTIQUES DE L'ÉVOLUTION DU PRIX DU PÉTROLE, MARQUÉE DEPUIS UN AN PAR UNE PRESSION À LA BAISSÉ DE PLUS EN PLUS FORTE.

LA COMMISSION A DÉCIDÉ DE RENDRE PUBLIQUE SON APPRÉCIATION DE LA SITUATION. ELLE ESTIME QU'UNE BAISSÉ MODÉRÉE DU PRIX DU PÉTROLE

FAVORISERA LE PROCESSUS DE REPRISE ÉCONOMIQUE. PAR CONTRE, UN DÉRAPAGE BRUTAL DU PRIX DU PÉTROLE RISQUERAIT D'AVOIR DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET, À TERME, CONDUIRE À UNE RELANCE DU CYCLE DU PRIX DU PÉTROLE AVEC LES RISQUES DE PERTURBATION GRAVE QU'ELLE PEUT COMPORTER.

LA COMMISSION ESTIME DONC NÉCESSAIRE D'ACCROÎTRE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, PARTICULIÈREMENT AVEC LES AUTRES ÉTATS INDUSTRIALISÉS. SI LES RISQUES DE DÉRAPAGE BRUTAL DES PRIX SE PRÉCISAIENT, IL CONVIENT DANS CE CONTEXTE DE RÉFLÉCHIR À LA MISE EN PLACE D'UN FILET DE SÉCURITÉ POUR LIMITER LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES D'UN TEL DÉRAPAGE POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE.

LA COMMISSION A EGALEMENT INFORME LES ETATS MEMBRES DE SA PRISE DE POSITION DANS LE CADRE DU COREPER.

(EN FAIT, LA COMMISSION AVAIT DEPUIS QUINZE JOURS ATTIRE L'ATTENTION DES ETATS MEMBRES SUR LA NECESSITE D'EVITER DE PRENDRE, SANS CONSULTATION PREALABLE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE, DES MESURES SUSCEPTIBLES DE CREER DES DISTORSIONS SUR LE MARCHE. ON S'ATTEND D'AILLEURS QUE DES DISCUSSIONS A DIX S'ENGAGENT BIENTOT AU NIVEAU MINISTERIEL ET DANS UNE FORMATION APPROPRIEE, SOIT DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN SOIT, EVENTUELLEMENT, EN FONCTION DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION).

JEUDI, LE PORTE-PAROLE A DIFFUSE A LA PRESSE, EN MEME TEMPS QU'UN COMMUNIQUE, DES TABLEAUX ANALYSANT :

- L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION INTERIEURE D'ENERGIE DANS LA COMMUNAUTE,
- LA PART DES DIFFERENTS COMBUSTIBLES DANS LA CONSOMMATION,
- LA DEPENDANCE ENERGETIQUE EN 1982 : PETROLE IMPORTE 37 0/0 SUR 47 0/0 POUR TOUTES ENERGIES IMPORTEES.

2.5 EMPLOI DES JEUNES

A L'INITIATIVE DE M. RICHARD, LA COMMISSION A TENU UN DEBAT D'ORIENTATION SUR LES MESURES QU'ELLE POURRAIT PROPOSER POUR FAVORISER L'EMPLOI DES JEUNES DANS LA COMMUNAUTE : ENGAGEMENT POLITIQUE DES GOUVERNEMENTS MEMBRES, HARMONISATION DES MESURES LEGISLATIVES OU REGLEMENTAIRES EN VUE D'ALLEGER LES OBSTACLES ADMINISTRATIFS AU RECRUTEMENT DES JEUNES, MOBILISATION DES FONDS COMMUNAUTAIRES. LA COMMISSION SERA SAISIE DE PROPOSITIONS AVANT LA FIN DE CE MOIS.

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE

COMME CONVENU LORS DE LA SESSION DE NEGOCIATIONS AU NIVEAU MINISTERIEL DU 22 FEVRIER, M. GENSCHER A RENCONTRE M. MORAN, MINISTRE ESPAGNOL DES AFFAIRES ETRANGERES, EN PRESENCE DE M. NATALI, A STRASBOURG LE 8 MARS.

L'OBJECTIF DE CETTE RENCONTRE N'ETAIT PAS DE NEGOCIER MAIS DE PERMETTRE L'EXPOSE DE PART ET D'AUTRE DES POSITIONS CONCERNANT LES PROBLEMES DE L'UNION DOUANIERE, NOTAMMENT LES TEXTILES ET LES RESTRICTIONS QUANTITATIVES.

LORS DE CETTE RENCONTRE, ON A PU CONSTATER UNE VOLONTE DE SURMONTER LES DIFFICULTES ACTUELLES EN VUE DE POUVOIR TERMINER LA NEGOCIATION DE CES DEUX POINTS LORS DE LA SESSION MINISTERIELLE DU 25 AVRIL.

IL A ETE EGALEMENT CONVENU QUE M. POENSGEN ET M. MARIN, SECRETAIRE D'ETAT POUR LES RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTES, SE RENCONTRENT ENCORE UNE FOIS AVANT CETTE SESSION POUR DISCUTER DES POINTS PLUS TECHNIQUES.

3.2 PORTUGAL

LE VICE-PRESIDENT NATALI S'EST RENDU EN VISITE OFFICIELLE A LISBONNE LES 4 ET 5 MARS. IL Y A RENCONTRE LE GENERAL EANES, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, MONSIEUR BALSEMAO, PREMIER MINISTRE, ET MONSIEUR SALGUEIRO, MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN, ET A EU AVEC EUX DES CONVERSATIONS APPROFONDIES CONCERNANT LES DIFFERENTES QUESTIONS A ABORDER DANS LE CADRE DE LA NEGOCIATION AU COURS DES MOIS A VENIR.

LA CONFERENCE MINISTERIELLE QUI SE TIENDRA MARDI 15 FERA LE TRADITIONNEL 'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX' ET ENTENDRA DES DECLARATIONS DU PORTUGAL SUR LA PECHE, LES AFFAIRES SOCIALES ET LE RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS ET DE LA COMMUNAUTE SUR LA FISCALITE ('TAUX ZERO') ET LES INVESTISSEMENTS AU PORTUGAL DES AUTRES ETATS MEMBRES.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 RELATIONS ECONOMIQUES EST/OUEST : ENERGIE

OFFICIAL LEVEL MEETINGS OF THE IEA AND OECD ON 22-24 MARCH WILL BE DISCUSSING THE FIRST DRAFT OF A STUDY OF OECD ENERGY REQUIREMENTS, IMPORTS AND SECURITY PREPARED BY THE IEA SECRETARIAT. THIS STUDY WAS FORESHADOWED BY PRESIDENT REAGAN IN HIS ANNOUNCEMENT OF 13 NOVEMBER 1982 ABOUT THE LIFTING OF THE US EMBARGO ON EXPORTS OF EQUIPMENT FOR THE SOVIET GAS PIPELINE TO WESTERN EUROPE. ITS RESULTS ARE EXPECTED TO BE DISCUSSED AT THE WILLIAMSBURG ECONOMIC SUMMIT AT THE END OF MAY.

THE COMMISSION HAS BEEN ANXIOUS TO ENSURE THAT THIS STUDY, WHICH HAS TO BE PREPARED IN A SHORT TIMESCALE, SHOULD BE REALISTIC IN ITS ASSESSMENT OF FUTURE EUROPEAN ENERGY REQUIREMENTS (PARTICULARLY LIKELY REQUIREMENTS FOR SOVIET GAS) AND IN JUDGING THE ENERGY SECURITY RISKS. GIVEN THE POLITICAL IMPORTANCE OF THESE ISSUES THE COMMISSION HAS PRESSED FOR CLOSE COMMUNITY COORDINATION. MEMBER STATES ARE NOW EXPECTED TO APPROACH THE STUDY ON THE BASIS OF GUIDELINES AGREED AT COMMUNITY LEVEL.

4.2 GATT : COMMERCE DE PRODUITS AGRICOLES

LE COMITE INSTITUTE PAR LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE NOVEMBRE 1982 A TENU SA PREMIERE REUNION LES 2 ET 3 MARS A GENEVE DANS LE BUT ESSENTIELLEMENT DE SE FIXER UN PROGRAMME DE TRAVAIL QUI COMPORTE TROIS PHASES D'ICI NOVEMBRE 1984 :

- COLLECTE DE DONNEES : LES NOTIFICATIONS A FOURNIR POUR L'INFORMATION RECIPROQUE SERONT CLASSEES EN SIX CATEGORIES DE PRODUITS AGRICOLES.
- ANALYSE DES DONNEES.
- RECOMMANDATIONS AU CONSEIL DU GATT.

M. VILLAIN A SOULIGNE QUE LE CARACTERE TRANSPARENT DES MECANISMES COMMUNAUTAIRES D'EXPORTATIONS SE COMPARET FAVORABLEMENT AVEC LES PRATIQUES SUIVIES PAR CERTAINS AUTRES GRANDS EXPORTATEURS.

4.3 USA : EXPORT ADMINISTRATION ACT

LE COREPER A DECIDE QU'UNE DEMARCHE CONJOINTE SERA FAITE AUPRES DES AUTORITES AMERICAINES PAR LA PRESIDENCE ET LA COMMISSION CONCERNANT LES ASPECTS D'EXTRATERRITORIALITE DE L'EXPORT ADMINIS-

TRATION ACT. CETTE DEMARCHE SERA FAITE AU NO. DE LA COMMUNAUTE
ET DE SES ETATS MEMBRES.

4.3 TURQUIE

A) DEBAT AU PARLEMENT

AUCUNE RESOLUTION N'A ETE VOTEE MAIS DE NOMBREUX ORATEURS ONT
VIVEMENT CRITIQUE LE GOUVERNEMENT TURC ET SES PRATIQUES ANTI-
DEMOCRATIQUES. MM. GENSCHER ET HAFERKAMP ONT CONFIRME LA POSI-
TION BIEN CONNUE DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION : LE 4EME PRO-
TOCOLE FINANCIER RESTE POUR L'INSTANT GELE. LE PRESIDENT DU CON-
SEIL A POUR SA PART PRECISE QUE TOUS SOUHAITENT UN RETOUR DE LA
TURQUIE A LA DEMOCRATIE MAIS QU'ON N'EST PAS NECESSAIREMENT D'AC-
CORD SUR LES MOYENS D'Y PARVENIR. (ON S'ATTEND QUE LE CONSEIL RE-
PARLERA DE LA TURQUIE PLUS EN DETAIL EN MAI OU JUIN, DONC ENCORE
SOUS PRESIDENCE ALLEMANDE).

B) TEXTILES

LA COMMISSION A DECIDE L'APPLICATION DE MESURES DE SAUVEGARDE A
L'EGARD DE CERTAINS PRODUITS TEXTILES DE TURQUIE POUR LA PERIODE

DU 9 MARS AU 15 JUILLET (TISSUS DE COTON ET T-SHIRTS). CES ME-
SURES N'ONT QU'UN CARACTERE TEMPORAIRE ET CONSERVATOIRE ET PER-
METTENT AUX EXPORTATIONS TURQUES DE SE POURSUIVRE DANS CERTAINES
LIMITES, EN ATTENDANT QU'UN ACCORD D'ENSEMBLE SUR LES TEXTILES
PUISSE ETRE CONCLU.

LA REUNION DU CONSEIL D'ASSOCIATION AU NIVEAU AMBASSADEURS POUR
TRAITER ESSENTIELLEMENT DES QUESTIONS COMMERCIALES, COMME SOUHAI-
TE PAR LA COMMUNAUTE, POURRAIT SE TENIR LE 28 MARS.

4.4 YOUGOSLAVIE

UNE BUSINESS WEEK CEE/YOUGOSLAVIE A EU LIEU A BELGRADE DU 7 AU
11 MARS 1983. ELLE A PERMIS DE RASSEMBLER PLUS DE 400 HOMMES
D'AFFAIRES, BANQUIERS, SOCIETES DE COMPENSATION DES DEUX COTES.

LA BUSINESS WEEK ORGANISEE SUR LA BASE DE PROJETS PRECIS DANS 7
SECTEURS DETERMINES TELS QUE LA MACHINE-OUTIL, L'ENGINEERING,
L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE, LES MACHINES AGRICOLES, L'AUTOMO-
BILE, L'EQUIPEMENT MINIER, L'ELECTRICITE-ELECTRONIQUE, ONT PER-
MIS DE NOUER D'UTILES RELATIONS D'AFFAIRES EN VUE D'AMORCER UNE
REELLE COOPERATION ENTRE ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES ET YOUGOS-
LAVES DANS LE CADRE DE L'ACCORD CEE/YOUGOSLAVIE DESORMAIS EN
VIGUEUR.

PLUS DE 600 RENDEZ-VOUS INDIVIDUELS ONT ETE ENREGISTRES ET,
D'ORES ET DEJA, ON PEUT DIRE QU'UNE CINQUANTAINE DE CONTRATS ONT
ETE CONCLUS.

TOUTEFOIS, LES RESULTATS DEFINITIFS DE LA BUSINESS WEEK NE POUR-
RONT ETRE CONNUS QUE LORSQU'UNE ENQUETE APPROFONDIE AURA ETE
FAITE AUPRES DES OPERATEURS ECONOMIQUES DES DEUX COTES.

4.5 ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE

LE CONSEIL DEVRAIT FINALISER LUNDI LES DIRECTIVES DE NEGOCIATIONS POUR LA CONFERENCE CNUCED QUI S'OUVRIRA A GENEVE EN MAI PROCHAIN. LA COMMUNAUTE PARTICIPERA COMME PAR LE PASSE AUX TRAVAUX DU COMITE PREPARATOIRE QUI SE REUNIT A NOUVEAU A LONDRES LA SEMAINE PROCHAINE.

4.6 REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT (BONN, 3.3)

LA REUNION A ETE PRINCIPALEMENT CONSACREE A L'ANALYSE DES EFFETS DE LA BAISSSE DU PRIX DU PETROLE ET A UN ECHANGE DE VUES SUR LA PROCHAINE CONVENTION CEE/ACP.

SUR LE PREMIER POINT, UN CONSENSUS S'EST DEGAGE POUR ESTIMER QUE CETTE BAISSSE, DONT L'AMPLEUR ET LA NATURE SONT ENCORE INCERTAINES, AURA DES EFFETS DIFFERENCIES SELON LES PVD. IL FAUDRA TENIR COMPTE

DE CES EFFETS DANS L'ORIENTATION DES EFFORTS D'AIDE SANS RELACHER, BIEN AU CONTRAIRE, LES EFFORTS D'ECONOMIE D'ENERGIE ET DE DEVELOPPEMENT (NOTAMMENT DANS LES PVD) D'ENERGIES DE SUBSTITUTION.

SUR LE SECOND POINT, M. PISANI A EXPOSE TROIS IDEES FORCE POUR LA PROCHAINE CONVENTION : LA FONDER SUR CERTAINS PRINCIPES DE BASE A CARACTERE PERMANENT, ARRIVER A UN CONSENSUS SUR LES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT, PERMETTRE LE DIALOGUE SUR LES POLITIQUES. LES ETATS MEMBRES ONT MANIFESTE DE L'INTERET POUR CES TROIS IDEES. LEUR DISCUSSION SERA APPROFONDIE APRES LA PRESENTATION PAR LA COMMISSION DE SA COMMUNICATION SUR LES FUTURES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS ACP.

PAR AILLEURS, UNE BREVE DISCUSSION A EU LIEU SUR LA REFORME DE L'AIDE ALIMENTAIRE, AIDE QUI DOIT, CHACUN EN EST CONSCIENT,

COMMUNICATION A CET EGARD.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
64215 EURCOM UWXXXXX
?????
VIA WUI A

Western Union International, Inc.
International Telex
Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.
International Telex
Western Union International, Inc.